

Un revenu pour tous ?

Une allocation versée à vie, sans condition de ressource, d'activité ou de formation. Plébiscité en temps de crise pour soutenir la population, ce « revenu de base » est au cœur d'une campagne européenne (ICE) qui vise à la création d'une directive. Miracle ou poison ?

Les ambiguïtés du revenu universel

Une société devrait garantir à chacun de ses membres un revenu décent. En France, il faudrait relever les minima sociaux qui ne sont plus adaptés au coût de la vie. Mais les projets de revenu universel vont plus loin : ils risquent, au fond, de déconnecter la perception d'un revenu décent de l'exercice d'un emploi. Quelle serait alors la nouvelle répartition des ressources ? Si l'allocation garantie est fixée à un bas niveau, son financement pourrait être assuré. Mais dans ce cas, il ne se distinguerait pas vraiment des dispositifs (impôt négatif, prime pour l'emploi ou RSA) qui ont pour redoutable effet d'approuver les bas salaires - puisque l'Etat les complète. S'il ne s'agit pas seulement d'un complément mais d'une alternative au salaire, alors se pose la question du financement. Les réponses avancées, quand il y en a, suggèrent une reconversion du budget de la protection sociale.



Chercheur à l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES), **Michel Husson** est membre de la fondation Copernic, un think tank critique du libéralisme, et du mouvement ATTAC. Il est connu pour ses travaux sur la politique de l'emploi.

Il y a là un point de désaccord quant au modèle de société sous-jacent, puisque cela équivaldrait à une extension du domaine de la marchandise. On peut souhaiter, au contraire, une société garantissant gratuitement les droits fondamentaux, comme le droit à la santé. Mieux vaut par exemple une politique publique du logement plutôt que la distribution de revenus. Elle permettrait de payer des loyers, qui d'ailleurs, augmentent aussi de manière incontrôlée. Un autre point obscur concerne les femmes : faut-il aller dans le sens d'une meilleure insertion sur le marché du travail en faisant reculer les discriminations et les inégalités de salaires ? Ou bien faut-il leur procurer un revenu garanti qui ressemblerait alors beaucoup au « salaire maternel » mis en avant par les courants les plus conservateurs ? Il y a enfin un problème de fond : en adoptant les thèses sur la « fin du travail », les partisans du revenu universel renoncent à une perspective de retour au plein emploi fondée sur une réduction générale de la durée du travail, et porteuse d'une autre répartition des revenus.



Cinq siècles de réflexion

Dans son « Utopie », publiée en 1516, **Thomas Moore** présente le revenu inconditionnel comme un moyen de lutter contre la criminalité. Reprise par **Thomas Paine**, **Joseph Charlier**, **John Stuart Mill** ou encore **Condorcet**, l'idée est abandonnée et réapparaît au début du XX^e siècle chez les Anglo-saxons. Dans les années 1960, le pape américain du libéralisme, **Milton Friedman** défend le revenu de base et préconise, en échange, la suppression du salaire minimum. En France, **Jacques Duboin**, banquier et industriel, porte cette idée dans les années 1930.

Tout est à réinventer!

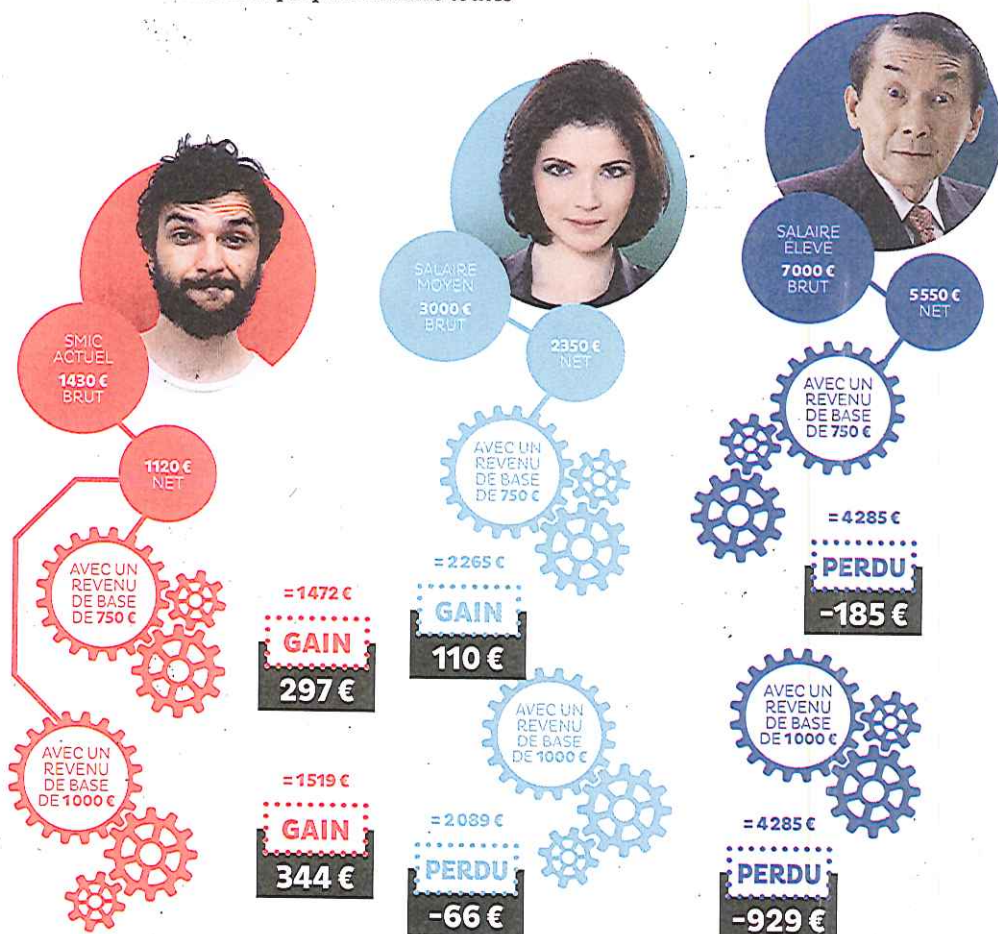
Ces 150 dernières années ont porté un modèle de société industrielle, productiviste et tendue par une économie concurrentielle capitaliste. Comment comprendre les vertus de la production et de la consommation de masse quand elles résonnent avec chômage et précarité? Peut-être en choisissant ce que nous voulons voir croître dans la société. L'éducation, la santé, l'épanouissement, la valorisation de l'environnement? La dynamique veut, grâce aux avancées de nos techniques dans le domaine de la production de biens, que nous ayons moins d'efforts à fournir pour le même niveau de satisfaction. Le progrès devrait donc nous libérer du temps, que nous pourrions valoriser en nourrissant des liens. Dans cette nouvelle économie, nous n'avons plus les mêmes besoins, ni en concurrence, ni en capitaux: tout est à réinventer! Changeons alors de posture sur le «demandeur d'emploi»: c'est le marché qui a du mal à fournir des emplois, pas l'individu à trouver des activités. Il n'est pas question d'annoncer la fin du travail. Juste une diminution naturelle de sa proportion dans toutes



Diplômé de ESCP Europe, **Olivier Maurel** a travaillé pendant 10 ans dans le secteur de la grande consommation, des médias et du social business. Aujourd'hui, il coordonne une nouvelle plateforme européenne d'accompagnement, «Danone for entrepreneurs».

nos contributions au monde. Félicitons-nous de devoir ouvrir cette transition, en dissociant «travail subi» et «activités choisies». Il s'agit par conséquent de déconnecter «revenus» et «activités». De formidables espaces se découvrent alors. L'instauration d'un revenu minimum pourrait aider chacun d'entre nous à répondre à ses besoins primaires pour se consacrer, de manière choisie, à l'expression de ses talents pour le monde: activités bénévoles, familiales ou dans le secteur marchand, formations ou temps méditatifs... Celles-ci seraient soutenues par des revenus différents, mais sécurisées tout du long par un revenu minimum permettant de ne plus se poser la question de la survie. Cette utopie est déjà en marche! Je vous invite à approfondir ce thème sur www.revenudebase.info et à signer l'Initiative citoyenne européenne: des dizaines de milliers d'Européens s'organisent pour que nous puissions lancer des expérimentations. Comme le dit l'Institut des Futurs Souhaitables: «Au pire, ça marche!»

• Propos recueillis par Anna Demontis



L'impact du «revenu de base» sur le salaire d'un célibataire

Calculs réalisés par Marc de Basquiat, auteur de: «Un revenu pour tous, mais à quel montant? Comment le financer? Micro-simulation de l'allocation universelle en France», in Mouvements, éd. La Découverte, 2013.



Testez la simulation en ligne sur www.allocationuniverselle.com